**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE**

N° 1701242

M. Bahrudin OMEROVIC

M. Grimaud
Magistrat désigné

Jugement du 24 février 2017

335-03
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Marseille

Le magistrat désigné,

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 21 février 2017, M. Omerovic demande au Tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 17 février 2017 par lequel le préfet de Vaucluse a fixé le pays de destination ;

2°) de l'admettre au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire ;

3°) de mettre une somme de 1 000 euros à la charge de l'Etat en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, à verser à son conseil en application de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Il soutient que :

- la décision est insuffisamment motivée ;
- la décision est entachée d'erreur de droit dans la mesure où sa situation n'a pas été examinée ;
- la décision est entachée d'erreur d'appréciation car elle prévoit un renvoi vers la Bosnie-Herzégovine alors qu'il demande à être éloigné vers l'Italie.

Par un mémoire en défense, enregistré le 24 février 2017, le préfet de Vaucluse conclut au rejet de la requête.

Il fait valoir que :

- la réadmission de M. Omerovic en Italie est impossible compte tenu du délai nécessaire à l'introduction d'une telle demande ;
- les autres moyens de la demande sont infondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe), signé à Chambéry le 3 octobre 1997, publié par le décret n° 2000-652 du 4 juillet 2000 ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- le code de justice administrative.

La présidente du tribunal administratif de Marseille a désigné M. Grimaud pour statuer sur les litiges relatifs aux décisions portant mesure d'éloignement des ressortissants étrangers en application des dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir, au cours de l'audience publique du 24 février 2017, présenté son rapport et entendu :

- les observations de Me Buquet, pour M. Omerovic ;
- le préfet de Vaucluse n'étant ni présent, ni représenté ;

1. Considérant que M. Omerovic, ressortissant bosniaque né le 13 septembre 1974 a été condamné à une peine d'emprisonnement ferme ainsi qu'à une peine complémentaire de cinq ans d'interdiction du territoire français prononcées par la chambre correctionnelle du Tribunal correctionnel de grande instance de Tarascon le 27 septembre 2016 ; qu'il a été incarcéré au centre pénitentiaire du Pontet ; que, le 25 novembre 2016, le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Tarascon a saisi le préfet de Vaucluse d'une demande de mise à exécution de l'interdiction du territoire prononcée à l'encontre de M. Omerovic ; que, par un arrêté du 17 février 2017, cette autorité a décidé que celui-ci serait éloigné à destination de la Bosnie-Herzégovine ou de tout pays dans lequel il établit être légalement admissible ; que M. Omerovic sollicite par sa demande l'annulation de cette décision ;

Sur la demande d'admission à l'aide juridictionnelle :

2. Considérant qu'aux termes de l'article 20 de la loi susvisée du 10 juillet 1991 : « Dans les cas d'urgence, sous réserve de l'application des règles relatives aux commissions ou désignations d'office, l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée (...) par la juridiction compétente ou son président » ;

3. Considérant qu'il y a lieu, eu égard à l'urgence qui s'attache à ce qu'il soit statué sur sa requête, de prononcer l'admission provisoire de M. Omerovic, à l'aide juridictionnelle ;

Sur les conclusions à fin d'annulation de la décision fixant le pays de destination :

4. Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers : « L'étranger qui fait l'objet d'une mesure d'éloignement est éloigné : / 1° A destination du pays dont il a la nationalité, sauf si l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou la Cour nationale du droit d'asile lui a reconnu le statut de réfugié ou lui a accordé le bénéfice de la protection subsidiaire ou s'il n'a pas encore été statué sur sa demande d'asile ; / 2° Ou, en application d'un accord ou arrangement de réadmission

communautaire ou bilatéral, à destination du pays qui lui a délivré un document de voyage en cours de validité ; 3° Ou, avec son accord, à destination d'un autre pays dans lequel il est légalement admissible. (...) » ; qu'aux termes des stipulations de l'article 5 de l'accord susvisé entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en date du 3 octobre 1997 : « 1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité par le territoire de la Partie contractante requise. / 2. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité. / 3. La demande de réadmission doit être transmise dans un délai de trois mois à compter de la constatation par la Partie contractante requérante de la présence irrégulière sur son territoire du ressortissant d'un Etat tiers » ;

5. Considérant que s'il résulte des stipulations précitées que l'Etat susceptible de requérir la réadmission d'un étranger originaire d'un Etat tiers et pourvu d'un titre de séjour octroyé par l'Etat susceptible de l'accueillir n'est pas tenu de prendre une telle mesure, il ressort des pièces du dossier qu'en l'espèce, le préfet de Vaucluse a été saisi le 25 novembre 2016 par le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Tarascon d'une demande de mise à exécution de l'interdiction du territoire prononcée à l'encontre de M. Omerovic qui mentionnait son adresse en Italie et indiquait que l'intéressé devait être assisté d'un interprète en langue italienne ; qu'à cette date, le délai de trois mois à compter de la constatation de la présence irrégulière de l'intéressé sur le territoire, pendant lequel l'administration pouvait solliciter la réadmission en Italie, laquelle n'était pas soumise à une demande de l'intéressé en vertu des dispositions du 2° de l'article L. 513-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, n'était pas écoulé ; que, par ailleurs, M. Omerovic, qui établit résider régulièrement en Italie depuis de nombreuses années a sollicité, par un courrier du 15 février 2017, à bénéficier d'une telle mesure ; que par suite et dans les circonstances de l'espèce, le requérant est fondé à soutenir que la décision litigieuse est entachée d'une erreur de droit tirée de l'absence d'examen de sa situation personnelle et d'une inexacte application des dispositions et stipulations précitées ;

6. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Omerovic est fondé à demander l'annulation de la décision par laquelle le préfet de Vaucluse a désigné le pays à destination duquel il serait éloigné ;

Sur les conclusions à fin d'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 :

7. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, et sous réserve que Me Buquet renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat, de condamner l'Etat à payer à ce dernier la somme de 500 euros sur le fondement de ces dispositions combinées ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : M. Omerovic est admis au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire.

Article 2 : La décision en date du 17 février 2017 par laquelle le préfet de Vaucluse a fixé la Bosnie-Herzégovine comme pays de destination est annulée.

Article 3 : L'Etat versera au conseil de M. Bahrudin Omerovic la somme de 500 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 sous réserve qu'il renonce à percevoir le bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à M. Bahrudin Omerovic et au préfet de Vaucluse.

Délibéré le 24 février 2017 et prononcé le même jour en audience publique, à laquelle siégeaient :

M. Grimaud, magistrat désigné,

Assisté de Mme Bonnemain, greffier.

Le magistrat désigné,

Le greffier,

Signé

Signé

Ph. Grimaud

A. Bonnemain

La République mande et ordonne au préfet de Vaucluse en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,
Le greffier,